

Chambre sur les conclusions de cette enquête, et veut-il nous dire ce qu'il en pense du point de vue de la sécurité des approvisionnements pétroliers du Canada?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie): Nous avons cherché à vérifier cette information mais nous n'avons pu confirmer que M. Gore ait déclaré cela.

M. Symes: J'espère alors que le ministre pourra savoir d'où l'information est partie. Je pense que cela appelle un complément d'enquête et un rapport à la Chambre.

Une question supplémentaire: quand M. Armstrong, président d'Imperial Oil, a comparu devant le comité des ressources nationales et des travaux publics ce matin, il a déclaré ce qui suit au sujet des achats canadiens de pétrole brut au Venezuela:

Nous compterions que Petro-Canada fournirait l'équivalent du brut vénézuélien prévu à notre contrat en cours, aux points de vue qualité et flexibilité quant au volume et à des prix concurrentiels, transport par pétrolier compris.

Telles sont pour Petro-Canada les exigences d'Imperial Oil. Le gouvernement est-il disposé à accepter ces conditions ou va-t-il présenter certaines exigences à Imperial en fait de fourniture de brut vénézuélien au marché canadien?

● (1440)

M. Gillespié: Monsieur l'Orateur, Petro-Canada et Petroleos de Venezuela sont en train de négocier ces questions. Le député sait qu'une raffinerie fournissant du pétrole au Canada tiendrait à préciser certaines conditions dans tout contrat commercial. On prévoit que Petro-Canada approvisionnera d'autres raffineries que celles d'Imperial Oil au Canada. En effet, on a très clairement indiqué tout récemment que la raffinerie de Golden Eagle près de Québec deviendrait probablement acheteur de brut vénézuélien importé par Petro-Canada.

LE PROJET DE PRODUCTION D'ÉNERGIE PAR LA FUSION NUCLÉAIRE—LES ALLÉES ET VENUES DU PREMIER MINISTRE

M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au sujet d'une proposition importante en matière d'énergie de fusion nucléaire qui a été publiée ici au Canada samedi, et au sujet des conversations que le premier ministre aurait eues avec le président Carter et qu'il serait, bien sûr, le seul à connaître. Toutefois, le premier ministre n'a pas été vu à l'intérieur des édifices du Parlement depuis samedi soir, et je n'ai donc pas pu lui poser la question.

Ma question au vice-premier ministre est: où est le premier ministre? Croit-il avoir de meilleures choses à faire que de se

Questions orales

montrer à l'intérieur des édifices du Parlement ou à la Chambre des communes?

Des voix: Oh, oh!

* * *

[Français]

LES LANGUES OFFICIELLES

LA POSSIBILITÉ DE LA MISE À PIED D'UNE CENTAINE DE PROFESSEURS DE LANGUES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Vendredi dernier le syndicat de l'Alliance de la Fonction publique rendait public un communiqué de presse demandant une rencontre avec le président du Conseil du Trésor au sujet des problèmes que posent les restrictions budgétaires pour un certain nombre de professeurs en formation linguistique. Le ministre a-t-il reçu une invitation des représentants de l'Alliance de la Fonction publique pour une rencontre? Dans l'affirmative a-t-il l'intention de les rencontrer, et sera-t-il question de la centaine de professeurs qui doivent être mis à pied à la fin du mois?

L'hon. Judd Buchanan (président du Conseil du Trésor): Oui, monsieur le président, j'ai reçu cette invitation vendredi dernier. Nous avons discuté des possibilités qui s'offraient à nous hier, et nous allons nous rencontrer de nouveau demain après-midi. Mais il s'agit d'une question plus vaste que le problème concernant les professeurs, elle a trait à la prime au bilinguisme dans la Fonction publique en général. Nous allons discuter de ce problème demain après-midi.

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT SERA EN MESURE D'OFFRIR DE NOUVEAUX POSTES AUX PROFESSEURS QUI SERONT MIS À PIED

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire. Le ministre sait que son gouvernement s'était engagé vis-à-vis de ces professeurs jusqu'en 1983. Étant donné les circonstances, je me souviens que le ministre la semaine dernière a parlé de faire une recherche dans les fonds de tiroirs pour trouver de l'argent qui pourrait en tout cas lui permettre de procéder à une nouvelle affectation de ces employés. Est-ce que le ministre aujourd'hui a trouvé cet argent, et peut-il dire s'il sera en mesure d'offrir demain au syndicat la garantie pour cette centaine de professeurs qui se retrouveraient sans travail le 1^{er} avril après avoir reçu cet engagement du gouvernement sur le programme?

L'hon. Judd Buchanan (président du Conseil du Trésor): Non, pas encore, monsieur le président. J'ai indiqué que nous avons déjà augmenté les fonds de 4.3 millions de dollars. Alors je ne suis pas certain si l'on peut trouver des fonds supplémentaires. Comme je l'ai indiqué à notre collègue, je vais voir si cela est possible ou non.